

Publications périodiques

Comptes annuels

BPE

Société anonyme à directoire (s.a.i.) au capital de 102 410 685 euros
Siège social : 62 rue du Louvre, 75002 Paris
384 282 968 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 30 mai 2018

I. — Bilan

(En milliers d'euros)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales	173	137
Créances sur les établissements de crédit	309 058	243 297
Opérations avec la clientèle	2 780 039	2 628 372
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	478	367
Immobilisations incorporelles	9 830	9 536
Immobilisations corporelles	7 043	6 960
Autres actifs	16 562	12 805
Comptes de régularisation	26 693	22 362
Total de l'actif	3 149 876	2 923 836
Passif	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	2 091 463	1 988 724
Opérations avec la clientèle	887 213	762 895
Autres passifs	6 598	9 638
Comptes de régularisation	31 033	31 655
Provisions pour risques et charges	2 933	3 042
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG	130 637	127 882
Capital souscrit	102 411	102 411
Primes de fusion	627	627
Réserves	7 006	6 349
Report à nouveau	5 410	5 368
Acomptes sur dividendes		
Résultat en instance d'affectation		
Résultat de l'exercice	15 184	13 127
Total du passif	3 149 876	2 923 836
Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	207 846	200 971
Engagements de garantie	2 197	2 050
Engagements sur titres		1 287
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	1 089 142	926 140
Engagements sur titres		1 287

II. — Compte de résultat
(en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	51 271	62 413
- Intérêts et charges assimilées	23 421	31 656
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	-	-
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	-	-
+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	9	0
+ Commissions (produits)	78 538	68 962
- Commissions (charges)	16 799	17 906
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-49	6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	2
+ Autres produits d'exploitation bancaire	738	6 224

- Autres charges d'exploitation bancaire	393	2 004
Produit net bancaire	89 893	86 041
Charges générales d'exploitation	64 118	63 462
Dotation aux amortissements & provisions s/immobilisations corporelles & incorporelles	3 114	2 314
Résultat brut d'exploitation	22 662	20 266
Coût du risque	417	118
Résultat d'exploitation	22 245	20 147
Gains ou pertes sur actif immobilisé	-473	-2
Résultat courant avant impôt	21 772	20 146
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les bénéfices	6 588	7 018
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-
Résultat net	15 184	13 127

III. — Affectation du résultat

2ème résolution de L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Directoire, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 19 834 205.08 euros composé de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	15 183 671.25 €
-Dotation à la réserve légale :	-759 183.56 €
+ Report à nouveau antérieur :	5 409 717.39 €
Bénéfice distribuable :	19 834 205.08 €

et décide de l'affecter de la manière suivante :

au titre de dividende :	14 355 002.00 €
au report à nouveau :	5 479 203.08 €
Total	19 834 205.08 €

Elle fixe en conséquence le dividende à 0.82 euros pour chacune des 17 506 100 actions qui composent le capital social.

Ce dividende est éligible, le cas échéant, à l'abattement mentionné au 2° point du paragraphe 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, en fonction de la qualité du bénéficiaire de la distribution. Ce dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2018.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes suivants, tous éligibles à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code général des impôts ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Montant distribué	Dividende par action
2016	12 429 331 €	0.71 €
2015	11 904 148 €	0.68 €
2014	0 €	0 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. Annexe aux comptes arrêtés au 31/12/2017

I- Faits significatifs

Néant.

II- Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en qualité de banque (règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-07 du 26 novembre 2014 qui reprend en un seul texte l'ensemble de la réglementation comptable applicable aux établissements bancaires, tout en laissant les prescriptions comptables inchangées).

2.1 Immobilisations et frais d'établissement (cf. tableau 6)

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire. Les principaux mouvements en 2017 concernent le poste des immobilisations corporelles, qui a enregistré divers travaux de rénovation de certains de nos points de vente (1.333 K€) et l'acquisition de divers matériels et mobiliers (133 K€). Le montant des logiciels entrés au bilan s'élève à 887 K€ et les immobilisations incorporelles en cours correspondant aux projets informatiques représentent 2.472 K€. Par ailleurs, concernant les immobilisations incorporelles, et plus précisément le fonds de commerce EPC (portefeuille de clientèle « assurances-vie externes »), un nouveau test de dépréciation a été pratiqué et a permis de valider la valeur de l'actif figurant au bilan. Concernant le poste droit au bail, 2 agences ont été sorties pour 303 K€. Une dépréciation totale de 502 K€ a été constatée pour 6 agences correspondant à une moins value latente sur la cession du droit au bail.

Conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10 modifié par le règlement CRC 2003-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	12 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 10 ans
Installations générales et Agencements	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels	5 ans
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans, Agences : 25 ans
Clos et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
MOA	5 ans

2.2 Autres actifs/passifs et comptes de régularisation (cf. tableaux 7 et 8)

Le poste « Autres Actifs », qui s'élève à 16.562 K€, est composé essentiellement :

- de créances sur l'Etat pour 1.109 K€
- des débiteurs divers pour 9.164 K€,
- des primes épargne logement à percevoir pour 214 K€
- d'autres dépôts de garantie versés pour 557 K€
- stock de tickets restaurant pour 9 K€
- du stock d'immeubles en adjudication pour 150 K€ en valeur nette
- des primes à étaler s'agissant des caps de couverture négociés auprès de La Banque Postale pour 5.359 K€.

Les « comptes de régularisation actif » qui s'élèvent à 26.693 K€ sont principalement représentatifs de remises de chèques non encore dénouées dans les circuits inter-bancaires pour 3.989 K€, de charges constatées d'avance pour 1.537 K€ (dont des instruments financiers à terme correspondant aux soultes non amortis des anciens caps de couverture réassignés pour 1.052 K€), de produits à recevoir pour 19.118 K€ (majoritairement de commissions) et de comptes de régularisation en attente 2.049 K€.

Les « Autres passifs » qui s'élèvent à 6.598 K€ comprennent, pour l'essentiel, d'autres charges fiscales et sociales pour 2.422 K€, divers impôts et taxes pour 1.565 K€, divers impôts liés à la fiscalité directe pour 609 K€, divers fournisseurs et autres créiteurs divers pour 2.002 K€.

Les « comptes de régularisation passif » qui s'élèvent à 31.033 K€, sont constitués de manière prépondérante de diverses charges d'exploitation et commissions à payer pour 20.209 K€ (dont 8.071 K€ de provisions de congés payés, 7.413 K€ de charges à payer Groupe et 4.725 K€ de charges à payer hors groupe), de comptes indisponibles sur opérations de recouvrement pour 3.082 K€, d'intérêts perçus d'avance sur prêts pour 220 K€, de comptes de passages SEPA pour 3.554 K€ et de divers autres comptes de régularisations pour 3.968 K€.

2.3 Opérations sur titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément au Livre II, Titre 3 du Règlement ANC n°2014-07 (cf. tableaux 9 et 10)

— Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique d'acquisition. Des dépréciations sont constituées dès que la valeur de participation est inférieure à la valeur d'utilité desdits titres.

— Autres immobilisations financières

Ce poste comprend le stock de contribution au mécanisme de garantie des dépôts. Ce stock est composé de certificats d'associés et de certificats d'association, pour un total de 478 K€.

Suite au rachat de Visa Europe par Visa Inc., BPE est titulaire de 1 234 actions valorisées à 1 euro. A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes feront l'objet d'une dépréciation.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La juste valeur est constatée en norme IFRS.

2.4 Provisions pour risques & charges (cf. tableau 12)

Ce poste est majoritairement constitué des provisions pour litiges et autres risques opérationnels qui s'affichent à 2.933 K€ au 31 décembre 2017.

Provision Epargne-Logement

Les Comptes Epargne-logement (CEL) et les Plans Epargne-logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Conformément au CRC 2007-01, une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle. Le montant de cette provision s'élève à 326 K€ au 31 décembre 2017.

2.5 Capitaux propres et réserves (cf. tableau 5)

Engagements hors-bilan (cf. Tableau 16)

— Engagements sur Titres

Les opérations sur titres avec service de règlement et de livraison différés ne sont plus pratiquées depuis décembre 2017.

— Engagements sur instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont comptabilisés conformément au Livre II, Titre 5 du Règlement ANC n°2014-07 (cf. Tableau 16). En ce qui concerne les engagements sur instruments de taux d'intérêt, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats fermes.

2.7 Enregistrement des produits et des charges

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Toutefois, on distingue les intérêts qui sont comptabilisés prorata temporis et les commissions qui sont enregistrées, pour l'essentiel, selon la période de réalisation de la prestation correspondante. En ce qui concerne les charges d'exploitation, le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et déduction des charges constatées d'avance).

2.8 Prêts et créances et risques de crédit (Règlement N°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable modifié par le Règlement CRC 2005-03 puis par le CRC 2007-06 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de Réglementation Bancaire et Financière) (cf. Tableau 14)

Ce règlement concerne toutes les opérations génératrices d'un risque de crédit (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenus fixes, engagements par signature et instruments financiers).

Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette contrepartie par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

Prêts

Ils sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis.

Encours douteux :

Sont classées en « encours douteux », les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés depuis plus de 90 jours pour tous types de crédits.
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet d'une procédure contentieuse

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en « encours sains ». Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en « encours sains ».

Encours douteux compromis :

Sont qualifiés « d'encours douteux compromis » les créances dont la déchéance du terme est prononcée. Par ailleurs le passage en douteux compromis est effectué systématiquement un an après le passage en statut douteux.

Encours sensibles :

Il s'agit d'une sous-catégorie d'encours sains qui présentent un premier indicateur de défaut, mais qui ne sont pas encore déclassés en douteux. Pour les prêts immobiliers, l'indicateur correspond à un impayé de plus de 30 jours et de moins de 90 jours.

Dépréciation :

Les créances relatives aux douteux compromis font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle. Cette dépréciation est constatée par différence entre la valeur comptable et les flux attendus actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, déterminés en tenant compte de la situation financière du débiteur et de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les prêts déchus garantis par une sûreté réelle, une expertise du bien reçu en garantie est réalisée afin de déterminer le montant à provisionner.

Les encours garantis par une personne physique ou non garantis sont intégralement dépréciés.

Par ailleurs, les prêts non dépréciés sur une base individuelle font l'objet d'une analyse et, le cas échéant, d'une dépréciation sur une base collective par typologie de garantie. Il s'agit du périmètre des dossiers douteux et des dossiers sensibles :

- Les dossiers douteux sont provisionnés sur la base d'une probabilité de perte observée sur le portefeuille ;
- Les dossiers sensibles sont provisionnés sur la base d'une probabilité de déclassement, cette dernière étant calculée sur observation d'historiques.

L'actualisation des flux recouvrables pour les prêts immobiliers est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. La durée prise en compte dans le calcul de l'effet d'actualisation est la durée moyenne de remboursement de la créance douteuse ou litigieuse. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif.

Les intérêts sur encours douteux et douteux compromis comptabilisés en produits font l'objet de dépréciations pour leur intégralité.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées sous la rubrique « coût du risque ». Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux sont présentées dans le « Produit Net Bancaire ».

Changements d'estimation :

Sur l'exercice 2017, les paramètres de calcul des dépréciations sur les encours sensibles et douteux ont été mis à jour :

- le taux de probabilité de défaut passe de 29,26% à 30,35%
- le taux de perte en cas de défaut passe de 7,21% à 6,56%.

La durée d'actualisation est de :

- pour les dossiers garantis par une caution personne morale ou nantissement de placement : durée de 9 mois ;
- pour les dossiers garantis par une hypothèque, durée de 4,5 ans ;
- pour les dossiers douteux compromis, la durée d'actualisation est de 2,4 ans.

Ainsi, au 31 décembre 2017, le montant total des dépréciations des créances sensibles, douteuses et douteuses compromises s'élève à 43.807 K€. Le montant des pertes couvertes par provisions s'élève à 4.406 K€ et celles non couvertes à 528 K€. La récupération sur créances amorties s'élève à 127 K€.

Répartition du coût du risque (hors risques en intérêts)

K€	S/établissements de crédit	S/la clientèle	S/portefeuille titres	S/autres
Dotations & pertes	-	9.247	-	288
Reprises & récupérations	-	8.830	-	288
Net	-	417	-	0

2.9 Garanties

Au 31 décembre 2017, les principales garanties dont bénéficient nos engagements au titre des prêts immobiliers sur le marché des particuliers sont majoritairement des hypothèques de premier ou second rang et le recours à des organismes de cautionnement.

Lorsque des actifs sont obtenus par la réalisation de garanties, la politique de notre établissement est de les céder dès que possible.

2.10 Commissions reçues et commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit

Conformément aux dispositions édictées par le Règlement 2009-03 du 3 décembre 2009 du Comité de la Réglementation Comptable, applicables de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010, les commissions perçues et les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit sont étalées sur la durée de vie effective de ce crédit. BPE a opté pour la méthode dite "alternative", c'est-à-dire au prorata du capital restant dû.

2.11 Méthode de valorisation fonds de commerce

Le fonds de commerce EPC fait l'objet d'un amortissement depuis le 1er janvier 2016 sur une durée de 12 ans. Lors de chaque arrêté, la banque calcule, pour les clients d'origine, une valorisation en fonction du produit net bancaire annuel dégagé. Dans l'hypothèse où ce calcul aboutirait à constater une dépréciation par rapport au montant figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

2.12 Résultat exceptionnel

Ce poste n'a pas enregistré de mouvement durant l'exercice.

2.13 Etalement des primes payées sur caps

Conformément à l'Article 5 de l'instruction CB 94-04, BPE étale comptablement les primes des caps achetés dans le cadre de la réduction de son risque de taux résultant des engagements de crédits clientèle à taux plafonnés et payés intégralement à l'invitation.

BPE a également opté pour l'amortissement des soultes de résiliation résultant de la réaffectation de son stock de caps vendus par Crédit Mutuel Arkéa à La Banque Postale.

Lors d'une cession, les primes restant à étaler sont soldées directement en charge si les éléments couverts n'existent plus, sinon les primes continuent d'être étalées.

III - Autres informations

3.1 Engagements de retraite

On notera que BPE applique depuis le 1er janvier 2005 la recommandation 2003 R 01 du CNC du 1er avril 2003, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraites peuvent être des régimes à cotisation définie ou des régimes à prestation définie. Les régimes à cotisation définie ne comportent aucun engagement sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « autres services extérieurs ». Les régimes à prestation définie désignent des régimes pour lesquels existe un engagement d'assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions » et peuvent faire l'objet d'une couverture externe.

Pour ce qui concerne notre établissement seule sont concernées les indemnités de fin de carrière, l'engagement total au 31 décembre 2017 à ce titre s'élève à 1.547 K€ en gestion externe.

Selon l'estimation faite à la clôture, les cotisations versées dans le cadre de notre contrat d'externalisation couvrent notre engagement et aucun versement complémentaire n'est nécessaire au 31 décembre 2017.

Les médailles du travail sont enregistrées à un poste de provision, d'un montant de 661 K€ au 31 décembre 2017.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentation des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation brut de 1,40%, un taux de rotation des effectifs de 4,07% et un taux de revalorisation des salaires de 1% pour les cadres et 1% pour les non cadres. Les tables de mortalité utilisées sont TF 00-02 et TF 00-02.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. BPE a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brut au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

3.2 Fonds pour risques bancaires généraux

Le montant du fonds pour risques bancaires généraux, qui a pour vocation de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire est nul au 31 décembre 2017.

3.3 La gestion du risque de taux

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 03/11/2014, la gestion du risque de taux ainsi que celle du risque de liquidité de BPE s'effectue sur la base d'une politique de La Banque Postale.

3.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 6.386.824 € au 31 décembre 2017.

Une convention d'intégration fiscale a été signée avec le groupe La Poste à effet au 1er janvier 2014.

3.5 Effectif moyen inscrit

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	271	3
Techniciens	117	0
Total	388	3

3.6 Informations en matière de rémunérations

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration est de 6.300 € pour l'année 2017.

3.7 Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Après échanges avec le comité d'entreprise, l'utilisation du crédit d'impôt par BPE de l'enveloppe 2017, soit 276 K€, a permis :

- d'assurer des dépenses de climatisation éco environnementale dans 2 agences (Lyon et Grenoble) pour un montant de 176 828.46 k€.
- d'investir dans une formation pour innover et assurer le développement de BPE pour le solde.

3.8 honoraires des commissaires aux comptes

Auditeurs	Honoraires Audit des comptes	Honoraires autres prestations
KPMG	65 000	0
PricewaterhouseCoopers	65 000	0
Total	130 000	0

3.9 Consolidation

L'ensemble des comptes fait l'objet d'une consolidation par intégration globale par La Banque Postale.

Tableau 1 : Emplois et ressources selon la durée restant à courir (milliers d'euros) au 31 décembre 2017

	Montants non ventilés	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+5 ans	Total
Emplois						
Créances sur les établissements de crédit	197 766	11 553	0	0	99 739	309 058
A vue :	196 947					196 947
A terme :						
Comptes et prêts	0	11 553	0	0	99 739	111 292
Créances rattachées	819					819
Créances sur la clientèle	139 224	65 924	186 136	910 507	1 478 248	2 780 039
A vue :	83 612					83 612
A terme :						
Autres concours à la clientèle :						
Crédits à la clientèle	0	65 924	186 136	910 507	1 478 248	2 640 815
Valeurs non imputées	104					104
Créances impayées						0
Créances douteuses	51 786					51 786
Créances rattachées	3 721					3 721
Ressources						
Dettes envers les établissements de crédit	4 305	76 342	232 222	876 878	901 716	2 091 463
A vue :	1 123					1 123
A terme :						
Comptes et emprunts		76 342	232 222	876 878	901 716	2 087 158
Valeurs données en pension		0	0	0	0	0
Dettes rattachées	3 182					3 182
Comptes créditeurs de la clientèle	850 793	13 477	6 325	7 791	8 827	887 213

Comptes d'épargne à régime spécial	351 304	12 740	5 587	7 791	8 827	386 249
A vue :	323 717					323 717
A terme						
Comptes créditeurs à terme	26 890	12 740	5 587	7 791	8 827	61 835
Dettes rattachées	697					697
Autres dettes	499 489	737	738	0	0	500 964
A vue :	499 477					499 477
A terme :						
Comptes créditeurs à terme	0	737	738	0	0	1 475
Dettes rattachées	12					12
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Bons de caisse		0	0	0	0	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0	0			0
Dettes rattachées	0					0

Tableau 2 : Ventilation des emplois et ressources au 31 décembre 2017

	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	87 780			221 278	309 058
A vue	87 780			109 173	196 953
A terme				112 105	112 105
Créances sur la clientèle				2 780 039	2 780 039
Autres concours à la clientèle				2 696 427	2 696 427
Comptes ordinaires débiteurs				83 612	83 612
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de placement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	2 002 791			88 671	2 091 462
A vue				1 123	1 123
A terme	2 002 791			87 548	2 090 339
Opérations avec la clientèle				887 214	887 214
Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets				386 249	386 249
A vue				323 717	323 717
A terme				62 532	62 532
Comptes créditeurs de la clientèle				500 965	500 965
Autres dettes, à vue				499 478	499 478
Autres dettes, à terme				1 487	1 487
Dettes représentées par un titre					
Bons de caisse					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					

Tableau 3 : Détail des créances et des dettes rattachées au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Actif créances	Passif dettes
Etablissements de crédit	819	3 182
A vue		
A terme	819	3 182
Clientèle	4 234	1 842
Autres concours à la clientèle	56	
A vue	513	1 133
A terme	3 665	709
Autres passifs		15
Dettes représentées par un titre		0
Bons de caisse		0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		0

Tableau 4 : Diverses informations au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Montant
Détail des provisions pour dépréciation portées en diminution de l'actif	44 487
Créances sur la clientèle	43 807
-Autres concours à la clientèle	38 152
-Comptes ordinaires débiteurs	5 655

Autres	680
- Actions et autres titres à revenu variable	-
- Débiteurs divers	-
- Stock immeubles MDB	159
- Immobilisations corporelles	19
- Immobilisations incorporelles	502
Mouvements sur le compte "Fonds pour risques bancaires généraux"	-
Dotations	
Reprises	

Tableau 5 : Variation des fonds propres au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Situation au 31 décembre 2016	Affectation du résultat 2016	Distribution	Coc Caa	FRBG	Résultat au 31 décembre 2017	Situation au 31 décembre 2017
Capital	102 411						102 411
Réserve légale	6 349	656					7 005
Réserve spéciale p.v.l.t.	0						0
Réserve générale	0						0
Prime d'émission	0						0
Prime de fusion	627						627
Report à nouveau	5 368	42					5 410
Acompte sur dividende	0	0					0
Fonds pour risques	0						0
Bancaires généraux							
Distribution	0	12 429	-12 429				0
Résultat	13 127	-13 127				15 184	15 184
Totaux	127 882	0	-12 429	0	0	15 184	130 637

Titres composant le capital social

Catégorie de titres	Nombre	Valeur nominale	Etendue des droits
Actions ordinaires	17 506 100	5,85 euros	- droit aux bénéfices - droit aux décisions d'assemblées

Tableau 6 : Immobilisations corporelles, incorporelles et autres charges à répartir : état des mouvements par catégorie 31/12/2017

En milliers d'euros

Nature immobilisations	Valeurs brutes 01/01/2017	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes 31/12/2017	N° compte	Amortissements ou provisions				Net bilan 31/12/2017
						01/01/2017	Dotations	Reprises	31/12/2017	
Total incorporelles	12 901	3 359	1 160	15 099		3 365	1 904	0	5 269	9 830
Autres immobilisations incorporelles	5 086	3 359	857	7 587		1 557	1 076	0	2 633	4 954
Logiciel-4419007	3 847	887		4 733		1 541	1 075		2 616	2 117
MOA-logiciels créés en interne AMADEUS-4419006	17			17		16	1		17	0
Immobilisations incorporelles en cours/logiciels	1 222	2 472	857	2 837					0	2 837
Sous-total fonds commercial	7 815	-	303	7 512		1 808	828	0	2 636	4 876
Fonds de commerce+ dt entrée	1 456			1 456		1 398			1 398	58
Droit au bail	2 362		303	2 058			502		502	1 557
Total droits au bail	3 818	-	303	3 514	Total amort droits au bail	1 398	502	0	1 900	1 615
Fonds de commerce (epc)	3 997			3 996		410	326		736	3 261
Fonds de commerce (Boissy Finances)				-					0	0
Total fonds commercial	3 997	-	-	3 996	Total amort fonds de commerce	410	326	0	736	3 261
Total stocks	499	-	191	308		223	79	143	159	150
Constructions (marchand de biens)	499		191	308		223	79	143	159	150
Total corporelles	22 795	1 466	966	23 295		15 835	1 209	792	16 253	7 043
Terrains (marchand de biens)	170			170		0			0	170
Acomptes s/ Immobilis.		-		-						0
Terrains	170	-		170		0			0	170
Constructions	2 401			2 401		1 835	63		1 898	503
Gros oeuvre bâtiments exploitation	919	48		967		204	37		241	726
Frais d'acquisition bâtiment exploitation	306			306		306			306	0
Clos couvert exploitation	455	79		534		116	18		134	400
Total gros œuvres	4 081	127	-	4 208	Total amort gros œuvres	2 461	118	0	2 579	1 629
Frais d'installation	5 642		370	5 272		5 478	39	370	5 147	125
Frais d'installation (manuel)	48			48		48			48	0

Agencements professionnels	1 451	131	61	1 521		868	135	43	960	561
Agencements bâtiments d'exploitation	9 713	1 029	479	10 263		5 654	800	323	6 131	4 132
Matériel de télésurveillance	379	46	20	405		312	41	20	333	72
Total inst générale, agencements, aménagements	17 233	1 206	930	17 509	Total amorts agencements, aménagements, inst générale	12 360	1 015	756	12 619	4 890
Matériel informatique	34	15	-	49		21	8		29	20
Matériel imprimerie reprographie	1			1		1			1	0
Autres matériel	96	1	4	93		96		4	93	1
Autres immos corporelles diverses (tableaux)	36			36		19			19	17
Matériel de transport	11		11	-		11		11	0	0
Total autres immo corporelles et assimilées	178	16	15	179	Total amorts autres immo corporelles et assimilées	129	8	15	142	21
Mobilier	996	66	11	1 051		740	58	11	787	265
Matériel	137	51	10	178		126	10	10	126	51
Total matériel, mobilier	1 133	117	21	1 229	Total amorts matériel et mobilier	866	68	21	913	316
	36 195	4 825	2 317	38 702		19 423	3 192	935	21 681	17 023

Tableau 7 : Bilan actif : Ventilation de divers postes au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Montant
Ventilation des autres actifs	16 562
Débiteurs divers	11 044
Comptes de stock et emplois divers	5 518
Ventilation des comptes de régularisation	26 693
Comptes d'encaissement	3 989
Charges constatées d'avance	1 537
Autres produits à recevoir	19 118
Comptes de régularisation divers	2 049

Tableau 8 : Bilan passif : Ventilation de divers postes au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Montant
Ventilation des autres passifs	6 598,00
Comptes de reglt relat. aux opér. sur titres	
Créditeurs divers	6 598,00
Ventilation des comptes de régularisation	31 034,00
Comptes d'encaissement	6 636,00
Produits constatés d'avance	220,00
Charges à payer	20 210,00
Comptes de régularisation divers	3 968,00
Ventilation des provisions pour risques et charges	2 933,00
Risques déductibles	2 182,00
Risques non déductibles	751,00
Ventilation des réserves	7 006,00
Réserve légale	7 006,00
Autres réserves	

Tableau 9 : Opérations sur titres

Nature des titres	PCEC	Valeurs brutes 01/01/2017	Acquisitions	Cession ou transfert	Valeurs brutes 31/12/2017	Nb titres détenus	% k de sté émettrice	Provisions				Net bilan
								01/01/2017	Dotations	Reprises	31/12/2017	
Total PCEC 3****												
Actions et aut.	30312											
Titres à rev. Fixe	30313											
Titres de placement												
Titres OPC												
Total PCEC 4****		366	112	0	478							478
Participations et activité de portef.	41239											
Autres participations												
S.G.F.G.A.S						1						
Parts dans les entreprises liées	4111											
Autres immobilisations financières	413	366	112	0	478							478
Certificats d'association fonds de garantie		204	20		224							224

Certificats d'associés fonds de garantie Visa		161	92		253						253
Créances rattachées	417	1			1	1 234					1
Avance en fonds de roulement GIE											
Total général		366	112	0	478						478

Tableau 10 : Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement au 31 décembre 2017

Différentes natures de titres (milliers euros)	Cotés	Non cotés	+ value latente	- value latente
Effets publics et assimilés				
Titres d'investissement				
Obligations et autres titres à revenu fixe			Néant	
Titres de placement				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres				
Total				

Tableau 11 : Ventilation des charges générales d'exploitation

611	Salaires et traitements	22 185
6121	Charges de retraite	2 982
6129	Autres charges sociales	8 114
613	Intéressement et participation des salariés et abondement PEE	1 542
614	Impôts et taxes et versements assimilés sur rémunérations	3 376
	Divers	247
	Total frais de personnel	38 446
	Autres frais administratifs	25 672
	Total des charges générales d'exploitation	64 118

Tableau 12 : Etat des provisions pour risques et charges au : 31/12/2017

En milliers	Provisions au 31/12/2016	A constituer au 31/12/2017	Utilisées au 31/12/2017	Disponibles au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017
Risques déductibles (519)	17	1		17	1
Pertes et charges déductibles (519)	622	39			661
Litiges (519)	1 512	202	158	297	1 259
Impôts et pénalités déductibles (519)					
Impôts et pénalités non déductibles (519)	37			28	9
Indemnités de départ & prud'hommes (519)	160	100			260
IFC non déductibles (5111)					
Epargne logement non déductibles (519)	387			61	326
Pertes et charges non déductibles (519)	308	416		308	416
Total risques	3 043	758	158	711	2 932

— Etat des provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne logement**Comptes et plans épargne- logement sur la phase épargne : encours et provisions**

K€	31.12.2017		31.12.2016	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne- logement	31 139	309	27 825	376
- Ancienneté de moins de 4 ans	12 226	121	12 729	169
- Ancienneté de 4 à 10 ans	10 354	103	6 724	89
- Ancienneté de plus de 10 ans	8 559	85	8 372	118
- Comptes épargne-logement	3 477	17	2 993	7
Total	34 616	326	30 818	383

— Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

	31.12.2017		31.12.2016	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	2		25	
Comptes épargne-logement	153	3	193	4
Total	155	3	218	4

Tableau 13 : Commissions au : 31/12/2017

En milliers d'euros

Nature	Charges	Produits
Commissions S: OP avec ets de crédit	-	-
Commissions S/OP. avec la clientèle	-	3 738
Commissions S/OP. sur titres	-	9 808
Commissions S/OP.de change	-	1
Commissions interventions s/marches primaires de titres	-	-
Commissions S/OP. S/instruments financiers à terme	-	3
Commissions S/prestations de services pour compte de tiers	1 023	25 715
Commissions S/ gestion sous mandat (GSM)	15 776	39 274
Commissions autres	-	-
Total	16 799	78 538

Tableau 14 : Risque de crédit

— Clients douteux et douteux compromis

Ventilation par type de contrepartie Segmentation (en milliers d'euros)	Encours Bruts		Douteux				Douteux Compromis			
	2017	2016	Brut 2017	Brut 2016	Dépréciations 2017	Dépréciations 2016	Brut 2017	Brut 2016	Dépréciations 2017	Dépréciations 2016
Particuliers	2 013 562	2 001 045	12 985	15 457	-2 361	-2 277	53 150	56 495	-30 168	-32 000
Entrepreneurs Individuels	33 812	27 509	0	87	0	-6	113	112	-19	-18
Sociétés non financières (en- treprises)	776 471	646 186	8 200	7 539	-567	-1 124	24 154	25 095	-10 539	-10 513
Secteur public										
Autres	0			0				0	0	0
Total	2 823 845	2 674 740	21 185	23 083	-2 928	-3 407	77 417	81 702	-40 726	-42 531

Tableau 15 : Intérêts et produits et charges assimilés (en milliers d'euros)

31/12/2017	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 091	-21 327
Clientèle	50 180	-2 089
Opérations sur titres	1	-5
Total	51 272	-23 421

Tableau 16 : Ventilation des engagements hors bilan au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
Engagements donnés					
Engagements de financement				207 846	207 846
En faveur des établissements de crédit					
En faveur de la clientèle				207 846	207 846
Engagements de garantie				2 198	2 198
D'ordre d'établissement de crédit				353	353
D'ordre de la clientèle				1 845	1 845
Engagements sur titres					
Titres acquis avec faculté de reprise					
Autres engagements donnés					
Engagements reçus					
Engagements de financement					
Reçus des établissements de crédit					
Reçus de la clientèle					
Engagements de garantie	28 897			1 060 245	1 089 142
Reçus des établissements de crédit	28 897			1 060 245	1 089 142
Reçus de la clientèle					
Engagements sur titres					
Titres vendus avec faculté de reprise					
Autres engagements reçus					
Engagements donnés ne figurant pas au hors bilan	458 103				458 103
Reçus d'établissements de crédit	458 103				458 103
En faveur de la clientèle					
Autres valeurs affectées en garantie					

Engagements reçus ne figurant pas au hors bilan				1 744 687	1 744 687
En faveur des établissements de crédit				177	177
Garanties reçues de la clientèle				1 744 510	1 744 510
Autres valeurs reçues en garantie					

Engagements Hors- Bilan sur instruments financiers à terme

31/12/2017

	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux Intérêts SWAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux Intérêts COLLAR & CAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux Intérêts OPTIONS
< 5 ans	-	359 603	-
> 5 ans	-	98 500	-
Total	-	458 103	-
Juste valeur des instruments financiers	-	939	-
Contreparties		La banque postale	

Tableau 17 : Ventilation de l'impôt sur les bénéfices au 31 décembre 2017

En milliers	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	21 621	6 404	15 217
Résultat exceptionnel	-	-	-
Participation des salariés	-50	-17	-33
Résultat comptable	21 571	6 387	15 184

Incidence des dispositions fiscales 31 décembre 2017

Résultat net de l'exercice	15 184
+dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
-reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
-réduction d'impôt du fait des dotations	
+augmentation d'impôt du fait des reprises	
Résultat hors dispositions fiscales	15 184

Accroissement et Allègement de la Dette Future d'impôts au 31 décembre 2017

Nature des différences temporaires	
Provisions réglementées	
Amortissements dérogatoires	
Total accroissement de la dette future d'impôts	
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	3 839
Autres différence temporaires	401
C3s	198
Total allègement de la dette future d'impôts	4 438

* Au taux moyen de l'I.S plus l'incidence de la contribution spéciale de 3,3% (34,43 %)

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société BPE S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion**- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Provisionnement du risque de crédit-

Risque identifié

BPE constitue des dépréciations pour couvrir les risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances correspondant aux encours douteux compromis. Pour les créances douteuses, les dépréciations sont estimées sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique déclinée par nature de garantie et appliquée individuellement aux contrats.

Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 2.8. « Prêts et créances et risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels. Au 31 décembre 2017, les encours douteux compromis et douteux des opérations avec la clientèle s'élèvent respectivement à 77,4 millions d'euros et 21,2 millions d'euros, et les provisions associées à 40,7 millions d'euros et 2,9 millions d'euros, comme indiqué dans le tableau n°14 « Risque de crédit clients douteux et douteux compromis » de l'annexe aux comptes annuels.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions (ou groupes d'expositions homogènes) présentant un risque de non recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.

Nous avons considéré que le provisionnement du risque de crédit constitue un point clé de l'audit en raison :

- de l'importance relative des opérations avec la clientèle à l'actif du bilan ;
- des modalités de détermination des dépréciations fondées sur des estimations des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut et flux futurs recouvrables, y compris la valeur des garanties.

Procédures mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux ou contentieux.

Nous avons testé l'efficacité des contrôles mis en œuvre par la banque, jugés comme clés au regard de :

- l'identification des encours douteux ou en contentieux,
- l'évaluation de la valeur des garanties reçues,
- la validation du traitement des données dans les outils informatiques métiers,
- leur correcte application aux encours douteux ou contentieux,
- l'intégrité de leur traduction en comptabilité.

Nous avons également pris connaissance du fonctionnement et des principales conclusions des comités spécialisés de la banque chargés du suivi des créances douteuses ou contentieuses et avons revu la documentation justifiant le niveau des dépréciations constituées.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BPE S.A. par vos assemblées générales du 30 mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers

Audit et du 1er octobre 2013 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la première année de sa mission et le cabinet KPMG dans la cinquième année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons un rapport au comité d'audit et des risques qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport. Nous fournissons également au comité d'audit et de risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 15 mai 2018

KPMG S.A
Isabelle Goalec
Associée

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2018

PricewaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi
Associé

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public, au siège social, 62 rue du Louvre, 75002 Paris.